

Information réglementée – Bruxelles, Paris, 10 septembre 2020 – 7h30

Résultats consolidés S1 2020 du groupe Dexia¹

Continuité opérationnelle pleinement assurée dans un contexte de crise lié à la pandémie de Covid-19

- *Priorité donnée à la protection des équipes*
- *Déploiement rapide d'une cellule stratégique de crise et engagement exceptionnel des collaborateurs*
- *Résilience du refinancement assuré sans recours aux facilités des banques centrales*

Résultat net de EUR -759 millions au 1^{er} semestre 2020 fortement marqué par les conséquences de la pandémie

- *Résultat récurrent (EUR -380 millions) intégrant un impact contenu sur le coût du risque (EUR -95 millions) : bonne qualité intrinsèque du portefeuille de crédit moins exposé aux secteurs sensibles à la crise*
- *Éléments de volatilité comptable (EUR -293 millions) reflétant le choc de la crise sur les marchés financiers*
- *Éléments non récurrents (EUR -86 millions) principalement liés à la stratégie de réduction du bilan et de transformation du groupe*

Total bilan de EUR 121,2 milliards au 30 juin 2020

- *Poursuite de la politique de cessions d'actifs malgré un ralentissement au 2^e trimestre*

Ratio « Total Capital » robuste à 23,8 % au 30 juin 2020

- *Fonds propres « Total Capital » de EUR 6,5 milliards au 30 juin 2020 contre EUR 7,4 milliards au 31 décembre 2020*
- *Stabilité du coussin de fonds propres prudentiels excédentaires par rapport au 31 décembre 2019, mesuré contre le ratio de solvabilité minimum requis dans le cadre des mesures d'assouplissement temporaire accordées par la Banque centrale européenne*

Pierre Crevits, administrateur délégué de Dexia, a déclaré : « Depuis l'accélération de la pandémie de Covid-19, notre priorité absolue a été d'assurer la sécurité de nos équipes, très fortement mobilisées. En moins de 10 jours, l'organisation a entièrement basculé en télétravail, permettant ainsi le maintien de la continuité opérationnelle. La liquidité, historiquement talon d'Achille du groupe, a démontré une bonne résilience sans recours aux facilités des banques centrales. Le résultat est néanmoins fortement impacté par la crise que nous traversons, la moitié de la perte nette du semestre lui étant imputable. L'impact sur le coût du risque reste toutefois contenu et atteste de la qualité intrinsèque du portefeuille de crédit du groupe ainsi que de sa moindre exposition aux secteurs fortement touchés par la crise. Enfin, Dexia continue à afficher des ratios de solvabilité, certes en baisse, mais élevés et excédentaires par rapport aux exigences réglementaires ».

Gilles Denoyel, président du conseil d'administration de Dexia, a déclaré : « Je tiens tout particulièrement à saluer le travail considérable accompli par le management et les équipes au cours de ce semestre profondément marqué par une crise d'une ampleur exceptionnelle. La très forte mobilisation de tous a permis au groupe de pleinement assurer la continuité opérationnelle. Les agences de notation, Fitch, Moody's et S&P, ont par ailleurs réaffirmé, avec une perspective stable, les notations de Dexia Crédit Local et de la dette garantie par les États. Je suis confiant dans la capacité du groupe à poursuivre, avec toute l'agilité qui le caractérise, la mise en œuvre de sa résolution ordonnée, avec l'appui des États actionnaires. ».

¹ Les données chiffrées de ce communiqué de presse ne sont pas auditées.

Introduction

Le 1^{er} semestre 2020 a été principalement marqué par la très forte ampleur du choc sanitaire et économique lié à la pandémie de Covid-19. Les mesures de confinement prises par de nombreux gouvernements pour enrayer la propagation du virus ont entraîné un effondrement de l'activité mondiale ainsi qu'une extrême volatilité des marchés financiers.

La crise a eu des répercussions sur le résultat semestriel et la solvabilité du groupe, à travers notamment les éléments de volatilité comptable et des corrections de valeur supplémentaires comptabilisées dans les fonds propres réglementaires au titre de l'évaluation prudente (*Prudent Valuation Adjustment – PVA*). Le groupe a par ailleurs enregistré une charge additionnelle en coût du risque, demeurant toutefois limitée compte tenu de la bonne qualité de ses portefeuilles d'actifs et de sa relativement faible exposition aux secteurs de crédit identifiés comme « sensibles ». L'impact de ces éléments sur le capital réglementaire a été en grande partie compensé par les mesures d'assouplissement rapidement prises par les superviseurs.

Par ailleurs, en ligne avec la stratégie mise en œuvre depuis 2017, Dexia n'a pas fait appel aux facilités des banques centrales et a démontré sa capacité à se refinancer sur le segment des financements sécurisés et de la dette garantie par les États.

Enfin, à la suite du retrait de la cotation de l'action de Dexia en décembre 2019 et conformément aux dispositions légales en vigueur, Dexia ne publie pas de rapport financier semestriel au 30 juin 2020. Dexia continue néanmoins de communiquer ses résultats financiers semestriels par le biais d'un communiqué de presse. En ligne avec les exigences de l'Autorité des marchés financiers (AMF) en France, Dexia Crédit Local dont le bilan représente la quasi-totalité du périmètre de Dexia, continuera par ailleurs de publier un rapport financier semestriel.

1. Événements et transactions significatifs

- *Implications multiples liées à la pandémie de Covid-19 : priorité donnée à la protection des équipes et continuité opérationnelle pleinement assurée*
- *Poursuite de la gestion proactive du bilan et des risques*
- *Passage à la méthode standard pour l'évaluation du risque de crédit*
- *Modification des modalités de supervision du groupe et évolution de la gouvernance*

A. Implications relatives au Covid-19

Dès les prémices de la crise, Dexia a suivi attentivement l'évolution de la situation liée à la propagation du Covid-19 à travers le monde et particulièrement en Europe. Le comité de direction du groupe a rapidement activé une cellule opérationnelle et une cellule stratégique de crise afin de protéger ses équipes. Le déploiement efficace des moyens nécessaires et la mobilisation exceptionnelle des équipes ont rapidement permis à l'ensemble des collaborateurs de travailler à distance. Le département en charge du suivi des risques opérationnels a été pleinement impliqué dans la coordination de ce dispositif, permettant ainsi d'assurer la continuité de toutes les activités dans un cadre renforcé de sécurité.

Outre les aspects opérationnels, cette crise sans précédent a de multiples répercussions sur l'organisation, l'activité et les résultats du groupe, qui sont détaillées à l'annexe 2 et dans les différentes sections de ce communiqué de presse.

B. Gestion proactive du bilan et des risques et simplification de la structure du groupe

Poursuite des ventes d'actifs mais dans des volumes plus réduits

Contrairement à l'année 2019, qui avait connu une forte accélération des ventes d'actifs dans des conditions de marché très favorables, le 1^{er} semestre 2020 a été impacté par la crise provoquée par la pandémie de Covid-19. Celle-ci s'est traduite par un écartement des marges de crédit touchant toutes les classes d'actifs ainsi que par une forte contraction de la liquidité malgré les programmes de rachat d'actifs très ambitieux mis en œuvre par les banques centrales.

Fin juin 2020, les portefeuilles d'actifs s'inscrivent en baisse de EUR 5,2 milliards par rapport à fin décembre 2019, dont EUR 3,1 milliards de cessions et de remboursements anticipés.

Les ventes d'actifs se sont poursuivies au 1^{er} trimestre puis se sont ralenties au 2^e trimestre 2020, exposant plus fortement le groupe aux variations de juste valeur des actifs destinés à la vente.

Les cessions se sont principalement concentrées sur des actifs du secteur public (EUR 1,3 milliard) et des financements de projets et de grandes entreprises (EUR 1,5 milliard). Ainsi, malgré un contexte de marché difficile au 2^e trimestre, Dexia a lancé avec succès la 6^e tranche de son programme de cession de prêts aux collectivités locales françaises. Cette transaction représente la moitié des ventes du 2^e trimestre 2020 avec 232 prêts cédés pour un encours de EUR 0,6 milliard.

Sur le 1^{er} semestre, la part d'actifs cédés libellés en devises non euro demeure significative, avec 58 % du total des ventes, mais s'inscrit en réduction par rapport à 2019 qui avait vu une forte activité de vente d'actifs libellés en dollar US dans le cadre de la réduction et de la simplification des activités de Dexia Crédit Local aux États-Unis.

La perte associée aux ventes et remboursements anticipés s'élève à EUR -62 millions au 30 juin 2020, hors effet du reclassement mentionné ci-dessous.

Reclassement d'un portefeuille d'actifs en juste valeur

Le 19 juillet 2019, le conseil d'administration a validé la mise en œuvre d'un nouveau programme de cessions d'actifs visant à réduire le risque de liquidité et l'exposition du groupe à certaines contreparties ciblées tout en lui permettant de préserver sa solvabilité. Ce changement d'intention de gestion s'est traduit par un changement du modèle économique IFRS applicable aux portefeuilles sélectionnés en date du 1^{er} janvier 2020.

Les actifs concernés, qui avaient été classés au coût amorti lors de la première application de la norme IFRS 9, ont fait l'objet d'un reclassement en juste valeur par résultat ou par capitaux propres, entraînant un impact de EUR -196 millions sur les capitaux propres via respectivement EUR -104 millions sur le compte de résultat et EUR -92 millions sur la réserve OCI. Ce reclassement augmente par ailleurs la sensibilité du groupe aux variations de juste valeur de ces actifs tant qu'ils ne sont pas cédés.

Au 1^{er} semestre 2020, en sus de l'impact du reclassement mentionné ci-dessus, la combinaison des résultats de cession et de la variation de juste valeur liée à la forte volatilité sur les marchés, induite par la pandémie de Covid-19, s'est traduite, pour les actifs reclassés, par un impact sur le compte de résultat de EUR -96 millions.

Réduction de la sensibilité du bilan et du résultat aux paramètres de marché

Depuis plusieurs années, Dexia poursuit une politique active de gestion des risques ALM, visant en particulier à réduire la sensibilité de son bilan et de sa trajectoire de profitabilité à certains paramètres de marché, tels que les risques de base en euro ou en devises. Bien que plus complexe à exécuter compte tenu des

circonstances de marché, ce programme de couverture des risques s'est poursuivi dans une bonne dynamique sous le pilotage du comité de gestion Actif-Passif (ALCO).

Poursuite de la simplification du réseau international

Le projet de transformation de la succursale new yorkaise de Dexia Crédit Local s'est poursuivi en 2020. Après avoir transféré avec succès le financement ainsi que les portefeuilles d'actifs et de dérivés associés en 2019, Dexia a procédé, le 30 avril 2020, au transfert de la totalité du bilan résiduel vers le siège de Dexia Crédit Local à Paris. Celui-ci présentait notamment des charges de personnel, des comptes de taxes ainsi que les fonds propres résiduels de l'entité. La transformation de la succursale en bureau de représentation et le retrait de l'agrément bancaire seront opérés dans le courant du 2^e semestre 2020.

Le 8 septembre 2020, Dexia a finalisé l'acquisition des parts résiduelles de Banco BPM SpA et BPER Banca SpA dans Dexia Crediop. Au terme de cette opération, Dexia Crédit Local détient 100 % de sa filiale italienne. Parallèlement Dexia a décidé d'examiner différentes options stratégiques concernant l'avenir de sa filiale.

C. Passage à la méthode standard pour l'évaluation des actifs pondérés des risques de crédit

Le 31 mars 2020, Dexia est passé de la méthode avancée à la méthode standard pour l'évaluation des actifs pondérés des risques de crédit. Ce changement de méthodologie, validé par la Banque centrale européenne, permet une simplification des processus opérationnels de la banque dans un contexte de gestion extinctive.

Il a eu pour conséquence une hausse du total des actifs pondérés des risques de crédit au 30 juin 2020 (cf. section solvabilité de ce communiqué de presse).

D. Modification des modalités de supervision du groupe Dexia et évolution de la gouvernance

Adaptation des modalités de supervision prudentielle au contexte de résolution du groupe

La Banque centrale européenne (BCE) a proposé une modification des modalités en matière de surveillance prudentielle du groupe. Le cadre de supervision des établissements importants (*Significant Institution – SI*), adapté à de grands établissements bancaires en activité, ne convenait en effet plus réellement à une banque en résolution comme Dexia et les objectifs de proportionnalité, d'efficacité et de cohérence visés par la supervision n'étaient donc plus atteints.

Ainsi, depuis le 1^{er} juillet 2020, Dexia a quitté le groupe des établissements significatifs directement supervisés par la BCE via l'équipe de surveillance commune (*Joint Supervisory Team – JST*) et est désormais placé, en tant qu'établissement 'moins important' (*Less Significant Institution – LSI*) dans le cadre du mécanisme de surveillance unique, sous la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), au titre d'autorité compétente sur une base consolidée (*Consolidating supervisor*), et de la Banque nationale de Belgique (BNB).

Au niveau des entités, Dexia Crédit Local est supervisé par l'ACPR et Dexia Crediop par la Banque nationale d'Italie.

Le groupe entretient des relations régulières avec les autorités de supervision. En particulier, dans le cadre de la crise du Covid-19, Dexia accorde une attention particulière à maintenir un dialogue transparent avec ses superviseurs.

Nomination de Pierre Crevits en tant qu'administrateur délégué du groupe Dexia

Le 20 mai 2020, l'assemblée générale annuelle de Dexia a approuvé la nomination de Pierre Crevits comme administrateur. Le conseil d'administration de Dexia l'a ensuite nommé comme administrateur délégué et président du comité de direction de Dexia. La gouvernance de Dexia et Dexia Crédit Local étant intégrée, Pierre Crevits est également directeur général et président du comité de direction de Dexia Crédit Local.

E. Confirmation des notations de Dexia Crédit Local et de la dette garantie par les États

En juin 2020, les trois agences de notation (Fitch, Moody's et S&P) ont confirmé, avec une perspective stable, les notations de Dexia Crédit Local. La notation de la dette garantie émise par Dexia Crédit Local a également été affirmée à AA- (Fitch), Aa3 (Moody's) et AA (S&P) (cf. annexe 9 de ce communiqué de presse pour le tableau des notations).

Des contacts réguliers sont organisés avec les agences de notation, dans le cadre de la revue annuelle de la notation mais également en fonction de l'actualité du groupe ou des événements extérieurs pouvant impacter le groupe.

F. Autres événements significatifs

Sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit)

L'accord de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, entré en vigueur le 31 janvier 2020, prévoit une période de transition jusqu'au 31 décembre 2020, permettant aux gouvernements d'organiser ces modalités de sortie de manière ordonnée.

Des retards dans les négociations accroissent le degré d'incertitude quant à l'issue du processus.

Dexia dispose d'une réserve de liquidité de EUR 18 milliards au 30 juin 2020 et a notamment réduit son besoin de liquidité en livre sterling et allongé la durée de ses financements, dans l'éventualité d'un accroissement de la volatilité sur les marchés et d'un durcissement de l'accès au marché du refinancement dans cette devise.

Au 30 juin 2020, les expositions de Dexia sur le Royaume-Uni s'élevaient à EUR 22,1 milliards. Ces actifs présentent une très bonne qualité de crédit, étant notés dans la catégorie *Investment Grade* à 98 %. Le portefeuille comprend notamment EUR 10,9 milliards d'expositions sur le secteur public local et EUR 7,4 milliards d'expositions sur le secteur des financements de projets et des grandes entreprises, principalement liées au secteur public, dont des *Utilities*, a priori peu sensibles aux conséquences d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'exposition au souverain est négligeable. Par conséquent, il n'est pas anticipé d'impact négatif significatif à court terme sur la qualité du portefeuille de crédit du groupe à la suite du Brexit.

Réforme des indices de référence (IBOR)

Afin de renforcer la fiabilité et la transparence des taux de référence à court terme (IBOR), une réforme a été engagée au niveau mondial visant à remplacer ces indices par de nouvelles références de taux sans risque (*nearly risk-free rates*) tels que ESTR (EUR), SOFR (USD) et SONIA (GBP).

Dexia est exposé aux indices IBOR, principalement en euro, en dollar US et en livre sterling, par le biais d'instruments financiers amenés à être remplacés ou modifiés dans le cadre de cette réforme via le remplacement du taux d'intérêt de référence ou l'insertion de clauses de remplacement dites clauses de *fall-back*.

Le groupe a chargé un comité de pilotage de la veille de marché et du suivi des différents développements relatifs à cette réforme. L'objectif est d'anticiper au mieux les conséquences de la transition vers les nouveaux

taux de référence en gérant le stock de contrats existants, procédant aux analyses juridiques des contrats concernés par la réforme, etc.

Concernant les contrats dérivés de Dexia traités avec les chambres de compensation, le passage de l'EONIA à l'ESTR (EUR) pour la rémunération du *cash collateral* a eu lieu le 27 juillet 2020. Le passage du taux *Federal Funds* au SOFR (USD) est prévu pour le 19 octobre 2020 et impactera la valorisation de ces dérivés. La modification de la juste valeur des dérivés étant compensée par le paiement ou la réception d'une compensation en cash, ce passage ne devrait toutefois pas avoir d'impact sur le compte de résultat de Dexia.

2. Résultats S1 2020

A – Présentation des états financiers consolidés résumés de Dexia au 30 juin 2020

Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés résumés de Dexia au 30 juin 2020 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation. Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe Dexia, développées en annexe 1 de ce communiqué de presse.

B - Résultats consolidés S1 2020 du groupe Dexia

- Réaffirmation du principe de la continuité d'exploitation malgré le contexte sévère de la crise du Covid-19
- *Eléments récurrents (EUR -380 millions) : mise à jour du scénario macroéconomique déterminant les pertes de crédit attendues et revue des secteurs sensibles ; impact contenu sur le coût du risque (EUR -95 millions)*
- *Eléments de volatilité comptable fortement impactés par le choc de la crise sur les marchés financiers (-293 millions)*
- *Eléments non récurrents (EUR -86 millions) principalement liés à la stratégie de réduction du bilan et de transformation du groupe.*

Afin de faciliter la lecture de ses résultats et d'en mesurer la dynamique au cours de l'année, Dexia ventile son résultat selon trois segments analytiques distincts.

Présentation analytique des résultats S1 2020 du groupe Dexia

en millions d'EUR	Eléments récurrents	Eléments de volatilité comptable	Eléments non récurrents	Total
Produit net bancaire	-93	-293	-169	-555
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-194	0	-19	-212
Résultat brut d'exploitation	-287	-293	-188	-767
Coût du risque de crédit	-95	0	0	-95
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	101	101
Résultat net avant impôts	-382	-293	-86	-761
Impôts sur les bénéfices	1	0	0	1
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	0	0	0	0
Résultat net	-381	-293	-86	-760
Intérêts minoritaires	-1	0	0	-1
Résultat net, part du groupe	-380	-293	-86	-759

Le résultat net part du groupe de EUR -759 millions pour le 1^{er} semestre 2020 se compose des éléments suivants :

- EUR -380 millions sont attribuables aux éléments récurrents² ;
- EUR -293 millions sont liés à des éléments de volatilité comptable³ ;
- EUR -86 millions ont été générés par des éléments non-récurrents⁴.

Éléments récurrents

Éléments récurrents			
en millions d'EUR	S1 2020	S1 2019	2019
Produit net bancaire	-93	-7	-19
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-194	-196	-347
dont Charges et dotations hors taxes opérationnelles	-133	-137	-285
dont Taxes opérationnelles	-61	-59	-62
Résultat brut d'exploitation	-287	-203	-366
Coût du risque de crédit	-95	23	265
Résultat net avant impôts	-382	-180	-101
Impôts sur les bénéfices	1	4	33
Résultat net	-381	-176	-68
Intérêts minoritaires	-1	-25	-40
Résultat net, part du groupe	-380	-151	-28

Le résultat net part du groupe dégagé par les éléments récurrents est de EUR -380 millions au premier semestre 2020, contre EUR -151 millions fin juin 2019.

Sur le semestre, le produit net bancaire est négatif à EUR -93 millions et reflète essentiellement la marge nette d'intérêt du groupe (EUR -88 millions), enregistrée intégralement en résultat récurrent. Outre le coût de portage des actifs et le résultat de transformation, la marge nette d'intérêt inclut également, par application des principes comptables, les intérêts associés aux dérivés de transaction ainsi qu'à leur couverture (EUR -91 millions). Cet effet négatif est toutefois compensé par un impact symétrique enregistré dans les « éléments de volatilité comptable ». Retraitée de cet effet, la marge nette d'intérêt s'inscrit en légère diminution, du fait notamment de la persistance de taux d'intérêt historiquement bas.

² Éléments récurrents liés au portage des actifs tels que les revenus des portefeuilles, les coûts de financement, les charges opérationnelles, le coût du risque et les impôts.

³ Éléments de volatilité comptable liés aux ajustements à la juste valeur d'actifs et de passifs incluant notamment les impacts de la norme IFRS 13 (CVA, DVA, FVA), la valorisation des dérivés OTC, les différents impacts relatifs aux instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (notamment les actifs non-SPPF) et la variation de valeur des dérivés couvrant le portefeuille WISE (titrisation synthétique sur un portefeuille d'obligations rehaussées).

⁴ Éléments non récurrents incluant notamment les plus ou moins-values sur cession de participations et d'instruments comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres, les frais et gains liés à des litiges, les coûts et indemnités résultant de l'arrêt de projets ou de la résiliation de contrats, les frais de restructuration ainsi que les coûts associés aux projets stratégiques de restructuration du groupe ou les taxes opérationnelles exceptionnelles.

Les charges du semestre atteignent EUR -194 millions, contre EUR -196 millions au 30 juin 2019 et comprennent EUR -61 millions de taxes et contributions réglementaires, majoritairement comptabilisées au 1^{er} trimestre en application de la norme IFRIC 21. Retraitées de ces taxes et contributions, les charges générales d'exploitation s'inscrivent en baisse de 3 %, à EUR -133 millions au 1^{er} semestre 2020, contre EUR -137 millions au 1^{er} semestre 2019 et sont notamment impactées par des coûts liés à différents projets et à la rénovation de l'infrastructure informatique.

Au 1^{er} semestre 2020, la crise s'est matérialisée par un alourdissement du coût du risque qui s'établit à EUR -95 millions. L'évolution trimestrielle est contrastée, avec une contribution positive de EUR +14 millions au 1^{er} trimestre 2020, liée à des reprises de provisions sur actifs cédés et une charge de EUR -108 millions au 2^e trimestre 2020, qui se compose notamment de :

- EUR -78 millions de provisions collectives liées à la mise à jour des scénarios-macro-économiques utilisés pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre d'IFRS 9. Les hypothèses relatives à ces nouveaux scénarios sont détaillées à l'annexe 2 de ce communiqué de presse.
- EUR -14 millions de provisions collectives consécutives à la revue des secteurs sensibles effectuée par le groupe. À la suite de cette revue, Dexia a classé systématiquement en classe 2 toutes les contreparties susceptibles d'être fragilisées par la crise : aéroports, immobilier d'entreprise, collectivités françaises d'outre-mer, pétrole et gaz, tourisme-divertissement et financement des logements étudiants au Royaume-Uni. Par ailleurs, les contreparties notées *Non-Investment Grade* du secteur privé de la santé en France ont également été classées en classe 2. Enfin, les expositions appartenant à d'autres secteurs, déjà identifiés comme sensibles avant la crise, ont aussi été intégrées en classe 2 en dépit d'une qualité de notation supérieure : parkings et infrastructures portuaires, autoroutes à péage, transports publics et immobilier (cf. annexe 2 de ce communiqué de presse).
- EUR -8 millions au titre des provisions spécifiques, en particulier à la suite d'une analyse approfondie des contreparties non performantes visant à estimer les conséquences de la crise sanitaire sur leur situation financière.

Les impôts s'élèvent à EUR +1 million.

Éléments de volatilité comptable

Les éléments de volatilité comptable génèrent un impact de EUR -293 millions à fin juin 2020, contre EUR -112 millions fin juin 2019. Le rebond des marchés constaté au 2^e trimestre n'a que partiellement compensé le choc lié à la crise du Covid-19 enregistré à fin mars 2020.

Le résultat négatif du semestre s'explique principalement par trois éléments :

- Un montant négatif de EUR -196 millions enregistré sur les inefficacités de couverture, notamment du fait de l'évolution des indices BOR-OIS et EURIBOR contre LIBOR Sterling ;
- La variation de valeur des actifs classés en juste valeur par résultat pour un montant de EUR -125 millions. La crise s'est traduite dès la mi-mars par une hausse importante des marges de crédit. Cette dynamique s'est en partie inversée au 2^e trimestre 2020, conduisant à une amélioration de la valorisation des prêts liés aux financements de projets, combinée à une dégradation de la valorisation des actifs du secteur public en particulier en France et en Italie.
- Une charge de EUR -85 millions comptabilisée au titre de la *Funding Value Adjustment (FVA)*, qui représente le coût de financement des dérivés non collatéralisés⁵. La FVA est fortement négative du

⁵ Principalement des swaps de taux d'intérêts conclus avec des clients et pour lesquels des mécanismes de compensation de la variation de juste valeur (échange de collatéral) ne sont pas prévus.

fait de la détérioration des conditions de financement des contreparties bancaires depuis le début de la crise du Covid-19.

- Une variation positive de EUR +95 millions de la valorisation des dérivés de transaction et des couvertures associées. Cet effet positif est toutefois compensé par un impact symétrique enregistré en résultat récurrent.

Éléments non récurrents

Les éléments non récurrents comptabilisés sur le semestre s'élèvent à EUR -86 millions et comprennent notamment :

- Un impact de EUR -104 millions lié au reclassement des actifs ciblés dans le cadre du programme de cession d'actifs de la catégorie « coût amorti » vers la catégorie « juste valeur par résultat ». Ce reclassement, opéré le 1^{er} janvier 2020, est consécutif à la modification de l'intention de gestion des actifs en question qui entraîne un changement du modèle économique IFRS (cf. section « Gestion proactive du bilan et des risques et simplification de la structure du groupe ») ;
- Des pertes liées à des cessions d'actifs et, dans une moindre mesure, des rachats de passifs pour un montant de EUR -62 millions ;
- Un gain net sur autres actifs, lié au recyclage via le compte de résultat d'un écart de conversion de EUR 101 millions porté par les fonds propres de Dexia Crédit Local New York, à la suite du transfert du bilan résiduel de l'entité vers Dexia Crédit Local le 30 avril 2020. Cet écart de conversion reflète l'évolution du dollar US entre le 30 juin 2020 et les différentes périodes historiques au cours desquelles les fonds propres se sont constitués.

3. Évolution du bilan, de la solvabilité et de la situation de liquidité du groupe

A - Bilan et solvabilité

- *Ratio « Total Capital » de Dexia à 23,8 % à fin juin 2020, contre 27,2 % au 31 décembre 2019*
- *Fonds propres prudentiels impactés par les effets de la crise liés à la pandémie de Covid-19*
- *Stabilité du coussin de fonds propres excédentaires par rapport au 31 décembre 2019, mesuré contre le ratio de solvabilité minimum requis dans le cadre des mesures d'assouplissement temporaire accordées par la BCE*

a - Évolution semestrielle du bilan

Au 30 juin 2020, le total de bilan consolidé du groupe s'élève à EUR 121,2 milliards, contre EUR 134,6 milliards au 30 juin 2019 et EUR 120,3 milliards au 31 décembre 2019. La progression du total de bilan sur le 1^{er} semestre 2020 s'explique principalement par la baisse des taux d'intérêt liée à la crise du Covid-19, qui se traduit par une hausse des éléments de juste valeur et du *cash collateral* et neutralise l'impact des ventes d'actifs et de l'amortissement naturel des portefeuilles commerciaux.

À l'actif et à taux de change constant, la réduction des portefeuilles commerciaux (EUR -5,2 milliards) est intégralement effacée par la hausse des éléments de juste valeur (EUR +4,8 milliards) et du *cash collateral* posté (EUR +3 milliards).

Au passif, à taux de change constant, la forte hausse de la juste valeur des passifs et des dérivés et du montant de *cash collateral* reçu (EUR +5,4 milliards) est légèrement compensée par la réduction du stock des financements de marché (EUR -1,8 milliard).

Sur le semestre, l'impact des variations de change sur l'évolution du bilan s'élève à EUR -1,5 milliard.

b - Solvabilité

Au 30 juin 2020, les fonds propres « Total Capital » du groupe Dexia s'élevaient à EUR 6,5 milliards, contre EUR 7,4 milliards au 31 décembre 2019. Ils sont grevés par le résultat net négatif de l'exercice (EUR -759 millions).

Les effets de la crise du Covid-19 impactent fortement la solvabilité du groupe. Ainsi, les corrections de valeur supplémentaires prises en compte dans les fonds propres réglementaires dans le cadre de l'évaluation prudente (*Prudent Valuation Adjustment – PVA*) s'élevaient à EUR -264 millions au 30 juin 2020, malgré un impact positif de EUR +89 millions lié à l'augmentation du facteur de diversification prévue par l'ajustement temporaire à la CRR (*CRR Quick Fix*) validé par le Parlement européen en juin 2020 (cf. annexe 2 de ce communiqué de presse).

Dexia a également fait usage de l'ajustement temporaire à la CRR permettant de réintégrer dans les fonds propres réglementaires les éventuelles nouvelles pertes de crédit attendues comptabilisées selon le référentiel IFRS 9 (*phase-in* dynamique), se traduisant par un impact positif de EUR +79 millions.

Par ailleurs, en ligne avec les exigences de la BCE, deux éléments significatifs sont déduits des fonds propres réglementaires :

- Le montant théorique de perte correspondant à la remédiation au non-respect du ratio des grands risques qui, au 30 juin 2020, s'élève à EUR -144 millions⁶ ;
- Le montant des engagements irrévocables de paiement (IPC) aux fonds de résolution et autres fonds de garantie, qui s'élève à EUR -59 millions.

Enfin, à la suite de l'inspection sur site (*on site inspection*) relative au risque de crédit qu'elle a menée en 2018, la BCE a émis un certain nombre de recommandations. En conséquence, Dexia a déduit de ses fonds propres prudentiels un montant de EUR -53 millions au titre de complément pour provisions spécifiques.

Au 30 juin 2020, les actifs pondérés des risques s'élevaient à EUR 27,2 milliards, dont EUR 25 milliards au titre du risque de crédit, EUR 1,2 milliard au titre du risque de marché et EUR 1 milliard au titre du risque opérationnel. Les actifs pondérés des risques de crédit s'inscrivent en hausse de EUR 1,9 milliard, la baisse liée à la réduction du portefeuille d'actifs étant effacée par une hausse induite par le passage à la méthode standard pour l'évaluation de ces actifs pondérés (cf. section faits marquants de ce communiqué de presse). Cette hausse est compensée par une baisse de EUR 2 milliards des actifs pondérés des risques de marché, due à la reprise d'une charge en capital supplémentaire enregistrée au 31 décembre 2019 à la demande de la BCE.

Compte tenu de ces éléments, le ratio « Common Equity Tier 1 » de Dexia s'établit à 23,4 % au 30 juin 2020, contre 26,8 % à la fin 2019. Le ratio « Total Capital » s'élève à 23,8 %, contre 27,2 % à la fin 2019, un niveau supérieur au minimum de 15,25 % requis pour l'année 2020 par la BCE dans le cadre du processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (*Supervisory Review and Evaluation Process – SREP*) et ramené temporairement à 11,25 % au titre des mesures d'assouplissement temporaires liées à la pandémie de Covid-19 (cf. annexe 2 de ce communiqué de presse).

Les ratios « Common Equity Tier 1 » et « Total Capital » de Dexia Crédit Local respectent également les exigences minimales, à respectivement 20 % et 20,2 % au 30 juin 2020.

⁶ Cf. communiqués de presse Dexia des 5 février et 26 juillet 2018, disponibles sur www.dexia.com.

B – Évolution de la situation de liquidité du groupe Dexia

- Réduction continue des besoins de financement du groupe, renforçant sa résilience dans un contexte de marché stressé par la crise sanitaire liée au Covid-19
- Niveau de LCR élevé sans recours aux facilités de la BCE, en ligne avec la stratégie validée en 2017
- Exécution de 90 % du programme de financement à long terme et capacité du groupe à mobiliser son coussin de liquidité sur le marché de la dette sécurisée

En conséquence de la réduction du portefeuille d'actifs, l'encours des financements s'inscrit en baisse de EUR 2,7 milliards par rapport au 31 décembre 2019, pour s'établir à EUR 71,2 milliards le 30 juin 2020, malgré une hausse de EUR 2,7 milliards du *cash collateral net*, liée à la baisse des taux d'intérêt. Le montant net du *cash collateral* s'élève à EUR +24,6 milliards au 30 juin 2020.

Après un premier trimestre très perturbé par les impacts de la pandémie, les marchés se sont stabilisés à partir du mois d'avril. Au plus fort de la crise, le refinancement a été réalisé sur le marché des financements sécurisés qui a démontré une très forte résilience tant en termes de volume que de prix. L'activité d'émission garantie a connu une bonne dynamique tant à court qu'à long terme à partir du 2^e trimestre 2020. Au cours du semestre, Dexia Crédit Local a lancé avec succès différentes transactions publiques à long terme en euro, en dollar US et en livre sterling, permettant de lever EUR 4 milliards, soit 90 % du programme de refinancement annuel à long terme, à un coût de financement compétitif.

En termes de mix de financement, les financements sécurisés s'élèvent à EUR 10 milliards au 30 juin 2020 et les financements garantis par les États représentent 83 % de l'encours des financements soit EUR 59 milliards.

En ligne avec la stratégie suivie depuis 2017, Dexia n'a pas fait appel aux opérations de refinancement de la Banque centrale européenne, confirmant sa capacité à mobiliser ses réserves sur le marché du repo et à émettre de la dette garantie par les États y compris dans le contexte de crise particulièrement sévère lié à la pandémie de Covid-19.

Au 30 juin 2020, la réserve de liquidité du groupe s'élève à EUR 18 milliards dont EUR 7 milliards sous forme de dépôts en cash auprès des banques centrales.

À la même date, le *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) du groupe s'élève à 213 % contre 238 % au 31 décembre 2019. Ce ratio est également respecté au niveau des filiales, chacune dépassant le minimum requis de 100 %. Le *Net Stable Funding Ratio* (NSFR) du groupe s'élève quant à lui à 133,5 %, contre 130,4 % au 31 décembre 2019.

Annexes

Annexe 1 – Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés résumés de Dexia au 30 juin 2020 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (*going concern*) conformément à la norme IAS 1 § 25 et 26. Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe ayant fait l'objet d'une décision par la Commission européenne en décembre 2012 et réévaluées sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes.

En particulier, les hypothèses retenues et les estimations réalisées par le management ont évolué par rapport à la clôture annuelle 2019, afin de tenir compte des fortes incertitudes relatives à l'intensité ainsi qu'à la durée de la crise économique générée par la pandémie de Covid-19. Ces dernières ont renforcé l'appel au jugement et aux estimations pour la préparation des comptes consolidés résumés au 30 juin 2020.

Les principales hypothèses et zones d'incertitude sont résumées ci-dessous :

- Le plan d'affaires suppose le maintien de la licence bancaire de Dexia Crédit Local ainsi que le maintien de la notation de Dexia Crédit Local à un niveau équivalent ou supérieur au rang *Investment Grade*.
- La poursuite de la résolution suppose que Dexia conserve une bonne capacité de financement qui repose en particulier sur l'appétit des investisseurs pour la dette garantie par les États belge, français et luxembourgeois ainsi que sur la capacité du groupe à collecter des financements sécurisés.
- La dernière mise à jour du plan d'affaires prend en compte une révision du plan de financement reposant sur les conditions de marché observables à la date d'arrêté des comptes. Depuis l'entrée du groupe en résolution ordonnée, Dexia a continuellement réduit son besoin de financement et rallongé la maturité des financements levés, dans une optique de gestion prudente de sa liquidité. L'accélération des ventes d'actifs décidée au cours de l'été 2019 a notamment permis une baisse de EUR 13,7 milliards des besoins de financement du groupe par rapport à fin juin 2019, confortée par la réduction rapide du besoin de financement en dollar US.
- Le groupe a pu maintenir une réserve de liquidité élevée qui, au 30 juin 2020, s'élève à EUR 18 milliards, dont EUR 7 milliards sous forme de cash. Jugée adéquate avec la restriction de l'accès au financement de la BCE annoncé le 21 juillet 2017⁷, cette réserve de liquidité a permis à Dexia de faire face aux fortes tensions qui se sont matérialisées dans le contexte sans précédent de la crise sanitaire et économique liée au Covid-19. En particulier, Dexia a démontré sa capacité à mobiliser d'importantes réserves de liquidité sur le marché de la dette sécurisée, resté actif, sans faire appel aux facilités de la BCE. À date, 90 % du programme de financement à long terme garanti a été exécuté sur le marché obligataire à des conditions conformes au budget annuel 2020. Enfin, la confirmation par la Commission européenne de la prolongation de la garantie de liquidité accordée par les États belge et français au-delà du 31 décembre 2021, pour un montant maximal de EUR 75 milliards, constitue un élément de soutien essentiel à la poursuite de la résolution ordonnée du groupe.
- Les hypothèses macroéconomiques sous-jacentes au plan d'affaires sont révisées dans le cadre de revues d'ensemble semestrielles du plan. Une mise à jour des projections financières a été réalisée sur la base des dernières données de marché disponibles et présentée au conseil d'administration de Dexia le 29 juillet 2020. Elle intégrait notamment un nouveau scénario macro-économique prévoyant une reprise économique plus lente, une dégradation plus marquée de l'économie et une période prolongée de taux d'intérêt très bas, ce qui se traduit par une augmentation du coût du risque et du besoin de financement du groupe et par une érosion continue de son résultat de transformation. Elle

⁷ La BCE a annoncé le 21 juillet 2017 la fin de l'accès à l'Eurosystème pour les structures de liquidation à partir du 31 décembre 2021.

prend également en compte le non-renouvellement, à compter du 1^{er} janvier 2019, de l'approche spécifique octroyée par la BCE pour la supervision du groupe Dexia ainsi que les résultats de l'inspection sur site (*on-site inspection* – OSI) de cette dernière sur le risque opérationnel et les activités externalisées.

- Lors de son appréciation de la pertinence de la continuité d'exploitation, la direction a challengé la cohérence des choix stratégiques de ses actionnaires sur la base de ces projections financières à long terme. La direction a également tenu compte des contraintes et incertitudes de son modèle opérationnel ainsi que des risques liés à la continuité d'exploitation, inhérents au caractère spécifique de banque en résolution et renforcés par le contexte de travail à distance imposé par la pandémie de Covid-19. Dexia a pris des mesures appropriées pour atténuer ce risque.

Les incertitudes résiduelles concernant la réalisation du plan d'affaires sur la durée de la résolution du groupe pourraient provoquer une modification significative de la trajectoire de résolution initialement anticipée. Ce plan est notamment susceptible d'être impacté par de nouvelles évolutions des règles comptables et prudentielles.

Bien que gérant ces risques de façon très proactive, le groupe Dexia est également très sensible à l'évolution de l'environnement macro-économique et aux paramètres de marché tels que les taux de change, les taux d'intérêt ou les marges de crédit. Une évolution défavorable de ces paramètres dans la durée pourrait peser sur la liquidité et le niveau de solvabilité du groupe. Elle pourrait aussi avoir un impact sur la valorisation d'actifs, de passifs financiers ou des dérivés OTC, dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat ou par les fonds propres et sont susceptibles d'entraîner une variation du niveau de capital réglementaire du groupe. En particulier, compte tenu des décisions prises par le conseil d'administration relatives à la mise en œuvre d'un plan de ventes d'actifs pour un total d'environ EUR 13 milliards⁸, Dexia est exposé à l'évolution de juste valeur de ces actifs jusqu'à leur cession effective.

Enfin, le groupe est exposé à certains risques opérationnels, propres à l'environnement de résolution dans lequel il opère.

À ce stade, ces incertitudes ne remettent pas en cause la nature ni les fondamentaux de la résolution, ce qui justifie la décision d'établir les états financiers consolidés résumés selon le principe de continuité d'exploitation en conformité avec IAS 1.

Dexia suit par ailleurs attentivement l'évolution de la situation liée à la propagation du Covid-19 à travers le monde et particulièrement en Europe. À la date d'arrêté des états financiers consolidés résumés semestriels du groupe, la sévérité de la pandémie a entraîné des conséquences majeures sur les marchés financiers. L'impact sur le coût du risque demeure contenu à fin juin 2020. Toutefois, la crise pourrait avoir un impact sévère et durable sur la croissance économique et entraîner, dans la durée, une dégradation plus importante de la qualité des actifs considérés comme « sensibles » détenus par le groupe, qu'il est encore difficile d'évaluer à ce stade.

Dexia a rapidement mis en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ses équipes et la continuité opérationnelle dans un contexte de confinement des collaborateurs et des sous-traitants du groupe. Ses réserves de liquidité lui permettent de faire face à d'éventuelles nouvelles tensions sur les marchés et les mesures d'assouplissement des ratios de solvabilité annoncées par les superviseurs ont maintenu inchangé son coussin de capital excédentaire par rapport à fin 2019.

En conséquence, après avoir tenu compte de l'ensemble de ces éléments développés en partie à l'annexe 2 de ce communiqué de presse, la direction de Dexia confirme qu'au 30 juin 2020, les états financiers consolidés résumés peuvent être préparés selon les règles applicables à la continuité d'exploitation conformément à la

⁸ Impact sur la réduction de la dette en 2022 du plan validé par le conseil d'administration le 19 juillet 2019.

norme IAS 1 § 25 et 26. L'analyse des effets de la crise liée au Covid-19 à laquelle la direction de Dexia a procédé n'a pas conduit à remettre en cause l'appréciation de la convention de continuité d'exploitation.

Annexe 2 – Impacts relatifs au Covid-19

Le 1^{er} semestre 2020 a été fortement marqué par la crise pandémique du Covid-19 qui a causé un choc sanitaire et économique sans précédent et amené les États et les banques centrales à prendre des mesures exceptionnelles visant à enrayer la propagation du virus et à soutenir l'économie. Bien que les conséquences économiques de la crise demeurent encore très incertaines à moyen terme, elle a conduit le groupe à mettre en œuvre différentes mesures de prudence, dans le contexte spécifique de résolution ordonnée qui lui est propre.

Protection des équipes et continuité opérationnelle

Dès les prémices de la crise, Dexia a suivi attentivement l'évolution de la situation liée à la propagation du Covid-19. Le comité de direction du groupe a rapidement activé une cellule opérationnelle et une cellule stratégique de crise afin de protéger ses équipes et a mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour leur permettre de travailler à distance.

Se réunissant quotidiennement, la cellule opérationnelle de crise s'est assurée de la continuité opérationnelle de l'entreprise ainsi que du pilotage de l'ensemble des impacts humains liés à cette situation. Grâce à l'implication de tous les intervenants et à la très forte mobilisation des équipes, le passage au travail à distance s'est rapidement opéré pour l'ensemble des collaborateurs permettant le maintien de toutes les activités de la banque.

L'ensemble des travaux menés sur les systèmes d'information, en particulier le projet ambitieux de rénovation de l'infrastructure informatique, ont permis d'assurer le déploiement rapide du télétravail des équipes et d'assurer pleinement la continuité opérationnelle.

Une offre de formation sur mesure a par ailleurs été déployée. Elle a notamment permis d'adresser des sujets tels que l'équilibre vie professionnelle et vie personnelle, la gestion du stress, la gestion de projets ou le management à distance.

Détérioration du risque de crédit consécutive à la crise

(i) Revue des scénarios macro-économiques et des secteurs sensibles

Dans ce contexte historique de pandémie, les hypothèses retenues et les estimations réalisées pour la préparation des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2020 ont évolué comparativement à celles retenues lors de la clôture annuelle 2019. En particulier, le groupe Dexia a revu les scénarios macro-économiques inclus dans les mesures ponctuelles (*point-in-time*) et prospectives (*forward looking*) des modèles de probabilités de défaut et de pertes en cas de défaut utilisés pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre d'IFRS 9.

Ainsi, pour la préparation des états financiers consolidés résumés semestriels, le groupe a retenu un scénario macro-économique « central » basé sur les projections publiées par la BCE⁹ et par la FED¹⁰ en juin 2020. Il repose sur l'hypothèse d'une certaine résurgence des infections au cours des prochains trimestres, nécessitant des mesures de confinement partielles jusqu'à ce qu'une solution médicale soit disponible, mi-2021. Le scénario macro-économique pour la zone euro prévoit ainsi une baisse du produit intérieur brut (PIB)

⁹ https://www.ecb.europa.eu/pub/projections/html/ecb.projections202006_eurosystemstaff~7628a8cf43.en.html

¹⁰ <https://www.federalreserve.gov/monetarypolicy/files/fomcprotabl20200610.pdf>.

réel en 2020 de 8,7 %, suivi par un rebond de 5,2 % en 2021 et de 3,3 % en 2022. Hors zone euro, le PIB mondial est attendu en chute de 4 % en 2020, suivi d'un rebond de 6 % en 2021 pour atteindre 3,9 % en 2022.

Les incertitudes autour de ce scénario central sont prises en compte dans le niveau des provisions collectives en considérant également les scénarios optimiste et sévère publiés par la BCE. Ces scénarios sont détaillés sur le site de la BCE¹.

En plus de ces classifications automatiques en classe 2 liées à la revue des scénarios macro-économiques et à l'augmentation importante du risque de crédit (SICR), Dexia a également effectué une revue des secteurs sensibles, reconnaissant de nouveaux secteurs sensibles et élargissant des secteurs sensibles existants. Toutes les contreparties susceptibles d'être fragilisées par la crise ont été classées systématiquement en classe 2. Ceci concerne notamment les aéroports, l'immobilier d'entreprise, les collectivités françaises d'outre-mer, les secteurs du pétrole, du gaz, du tourisme-divertissement et le financement des logements étudiants au Royaume-Uni (cf. section résultats de ce communiqué de presse). Dexia a par ailleurs fait une analyse approfondie des contreparties non performantes afin d'estimer les conséquences de la crise sanitaire sur leur situation financière.

L'ensemble de ces éléments se sont traduits par une augmentation du coût du risque du groupe, qui s'élève à EUR -95 millions à fin juin 2020 (cf. section résultats de ce communiqué de presse).

(ii) Rééchelonnement des prêts bancaires et octroi de prêts garantis

Au premier semestre 2020, le groupe Dexia a été amené à proposer à certains clients des rééchelonnements de prêts bancaires et a ainsi accordé des reports de paiement sur des échéances totalisant environ EUR 36 millions.

En France des échéances de EUR 9 millions, représentant un encours de EUR 222 millions, ont fait l'objet de mesures de rééchelonnement au cours du premier semestre 2020 et les modalités ont consisté en un report de 6 mois en moyenne des échéances de remboursement des crédits accordés.

En Italie, les mesures mises en place pour lutter contre la pandémie Covid-19 ont entraîné une réduction significative des recettes des collectivités locales. Différents accords, destinés à reporter les échéances de capital dues au cours de l'année 2020, ont été signés par le ministère de l'Economie et des Finances, la Cassa Depositi e Prestiti et certaines banques italiennes. Dexia Crediop n'a pas adhéré à ces accords et a souhaité privilégier une relation bilatérale au cas par cas avec ses emprunteurs. Dans ce cadre, au cours du premier semestre 2020, des échéances de EUR 27 millions, représentant un encours total encours total de EUR 197 millions ont bénéficié d'un différé des échéances de capital de l'année 2020, avec une augmentation de la durée de vie moyenne d'un an.

En application des dispositions d'IFRS 9, l'impact au titre des moratoires, qui est non significatif, a été enregistré au compte de résultat en « Gains nets sur actifs financiers évalués au coût amorti ».

Outre le rééchelonnement des prêts bancaires, les États ont également adopté un ensemble de mesures afin de soutenir l'économie, parmi lesquelles l'octroi de prêts garantis par l'État (PGE). Compte tenu de son statut d'entité en résolution, Dexia n'est pas autorisé à octroyer de nouveaux financements et n'a donc pas attribué de PGE.

Impact sur les marchés financiers et mesures d'ampleur exceptionnelle prises par les banques centrales

La sévérité de la pandémie a entraîné des conséquences majeures sur les marchés financiers, incitant les banques centrales à prendre des mesures de soutien inédites de la liquidité des marchés via l'abaissement des taux directeurs, des programmes massifs de rachat d'actifs ou l'aménagement de différentes facilités de refinancement.

Ainsi la BCE a lancé, en mars 2020, un programme d'achats d'urgence face à la pandémie (*Pandemic Emergency Purchase Programme – PEPP*), d'un montant de EUR 750 millions, porté en juin à EUR 1,350 milliard.

Par ailleurs, la BCE a également lancé une troisième opération de refinancement à plus long terme ciblée (*targeted longer-term refinancing operation – TLTRO III*) dont les conditions ont été assouplies.

Enfin, dès le mois de mars 2020, elle a autorisé de manière exceptionnelle et temporaire les banques à exercer leur activité avec des niveaux de ratios qui peuvent être en-dessous du ratio de liquidité LCR.

(i) Risque de financement

Malgré les tensions sur le marché, Dexia, qui disposait d'une réserve de liquidité de près de EUR 20 milliards fin décembre 2019, n'a connu aucun problème de refinancement au plus fort de la crise. La résilience du marché des financements sécurisés a permis au groupe de faire face à ses besoins de financement, dans des volumes et à des prix très attractifs, alors que le marché de la dette garantie par les États était peu actif. À la suite de la réouverture du marché de la dette garantie à partir de la fin avril, Dexia a repris son programme de refinancement à long terme, permettant d'exécuter 90 % de son programme annuel au 30 juin 2020. En ligne avec la stratégie menée depuis 2017, le groupe n'a pas eu recours aux facilités de refinancement de la BCE.

Par ailleurs, les différents indicateurs de mesure de la liquidité du groupe ne se sont pas détériorés, le *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) et le *Net Stable Funding Ratio* (NSFR) de Dexia s'élevant à respectivement 213 % et 133,5 % à fin juin 2020. (cf. Section liquidité de ce communiqué de presse).

(ii) Risque de marché

La crise s'est également traduite par une chute et une très forte volatilité de la valeur des actifs financiers, tous segments de marché confondus, une baisse continue des taux d'intérêt, les taux euro à 10 ans entrant à nouveau en territoire négatif, une appréciation de l'euro et des mouvements marqués des bases de taux et de devises. Ces différents éléments ont impacté la volatilité comptable au 1^{er} semestre 2020 (cf. section résultats de ce communiqué de presse).

Par ailleurs, dans ce contexte, l'activité de cession d'actifs s'est poursuivie au premier trimestre, puis ralentie au second trimestre 2020. Le reclassement des actifs visés par le plan de cession d'actifs, validé par le conseil d'administration le 19 juillet 2019, a entraîné une augmentation de la sensibilité du résultat et des fonds propres du groupe aux variations des marges de crédit, qui s'est traduite durant le 1^{er} semestre 2020 par des variations conséquentes de juste valeur des actifs concernés (cf. section faits marquants du communiqué de presse).

Enfin, la baisse des taux d'intérêt a eu pour conséquence une augmentation des éléments de juste valeur au bilan et du cash collatéral net posté par Dexia à ses contreparties de dérivés (cf. section bilan du communiqué de presse).

Mesures d'assouplissement temporaires concernant les exigences en fonds propres réglementaires des banques

Dans le cadre de la lutte contre la crise provoquée par l'épidémie de Covid-19, la BCE a annoncé, le 12 mars 2020, des mesures visant à assouplir les exigences de fonds propres au titre du SREP. Ces mesures se traduisent par le relâchement du coussin de conservation du capital (*capital conservation buffer*) et des fonds propres supplémentaires (P2G – *Pillar 2 guidance*). Conjointement à l'annonce de la BCE, certaines autorités nationales telles que la France ou le Royaume-Uni ont également procédé à la mise à zéro des coussins contracycliques (*countercyclical buffer*).

En intégrant ces mesures d'assouplissement, l'exigence de fonds propres applicable à Dexia passe à 11,25% sur une base consolidée, contre 15,25% initialement communiqués pour l'année 2020.

Par ailleurs, le Parlement européen a validé le 18 juin 2020, une série d'ajustements temporaires au Règlement relatif aux exigences en fonds propres (*Capital Requirements Regulation – CRR*), permettant aux banques d'atténuer les impacts de la pandémie de Covid-19 sur leurs fonds propres réglementaires. Ainsi, les dispositions transitoires permettent de réintégrer dans les fonds propres réglementaires les éventuelles nouvelles pertes de crédit attendues comptabilisées en 2020 et 2021 selon le référentiel IFRS 9.

Une augmentation temporaire du facteur de diversification de 50 à 66 % applicable dans le cadre de l'évaluation prudente (*Prudent Valuation Adjustment – PVA*) a également été autorisée, permettant de limiter le montant de correction de valeur supplémentaire à prendre en compte dans le calcul des fonds propres prudentiels.

Enfin, les actifs pondérés des risques (*Risk-weighted assets – RWA*) des expositions souveraines des États membres de l'Union européenne ont été temporairement réduits à 0 % pour les expositions libellées et financées dans la monnaie nationale d'un autre État membre.

Dexia et ses filiales ont fait usage de ces dispositions temporaires lors de l'établissement de leurs états prudentiels et de leurs ratios de solvabilité au 30 juin 2020 (cf. section solvabilité de ce communiqué de presse).

A noter que la neutralisation temporaire, au niveau du capital réglementaire, des variations de juste valeur de certains actifs souverains et du secteur public classés en juste valeur par capitaux propres ainsi que la réduction temporaire de 25 % des actifs pondérés des risques (RWA) des expositions liées aux infrastructures seront appliquées par Dexia respectivement aux 3^e et 4^e trimestre de 2020.

Résultats financiers et Reportings prudentiels

L'impact de la crise provoquée par la pandémie de Covid-19 a eu des conséquences sur les états financiers consolidés résumés semestriels du groupe, qui sont commentés de façon détaillée dans le communiqué de presse.

Par ailleurs, Dexia n'a pas été impacté de manière significative en ce qui concerne :

- Les impôts différés actifs, ceux-ci étant considérés comme non récupérables dans le cadre de la résolution ordonnée du groupe ;
- Les immobilisations corporelles : Dexia est locataire de ses immeubles et les contrats de location ont une durée résiduelle de moins de 10 ans. Le groupe n'a d'autre part bénéficié d'aucun allègement de loyer consécutif à la crise ;
- Les immobilisations incorporelles, celles-ci étant très limitées compte tenu du contexte de résolution de Dexia ;
- Les ruptures de relation de couverture, celles-ci étant quasiment parfaitement adossées. En l'absence de nouvelles provisions de crédit spécifiques et d'impact lié aux moratoires, il n'y a pas eu de rupture de relations de couverture liées au Covid-19.

La BCE a accordé aux banques un délai supplémentaire pour mettre en œuvre les actions correctrices aux recommandations jugées non critiques issues des précédentes inspections et peut par ailleurs accorder, à la demande de chaque banque, des délais supplémentaires dans la remise de certains reportings réglementaires afin de faciliter la continuité opérationnelle. À ce jour, Dexia n'a pas fait usage de cette flexibilité et a pleinement respecté le calendrier fixé pour la remise des différents reportings.

L'EBA a d'autre part décidé de reporter l'exercice de stress tests 2020 pour l'ensemble des établissements à 2021.

À la date d'arrêt de ses états financiers consolidés résumés semestriels, Dexia a pris en compte ces différents éléments et conclut qu'ils ne remettent pas en cause son appréciation de la continuité d'exploitation du groupe (cf. note relative à la continuité d'exploitation).

Annexe 3 - Compte de résultat consolidé (données non auditées)

Compte de résultat consolidé - format ANC			
en millions d'EUR	S1 2020	S1 2019	2019
Produit net bancaire	-555	-279	-746
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-212	-208	-379
Résultat brut d'exploitation	-767	-487	-1.125
Coût du risque de crédit	-95	23	265
Gains ou pertes nets sur autres actifs	101	0	0
Résultat net avant impôts	-761	-464	-860
Impôts sur les bénéfices	1	4	33
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	0	-111	-111
Résultat net	-760	-571	-938
Intérêts minoritaires	-1	-25	-40
Résultat net, part du groupe	-759	-546	-898

Annexe 4 – Bilan simplifié (données non auditées)

Principaux agrégats de bilan - format ANC			
en millions d'EUR	30-06-2019	31-12-2019	30-06-2020
Total de l'actif	134.634	120.326	121.172
<i>Dont</i>			
Caisse et banques centrales	6.752	9.844	6.363
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	15.243	14.247	17.404
Instruments dérivés de couverture	1.311	1.378	1.240
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2.626	2.837	4.097
Titres au coût amorti	45.492	36.301	39.934
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	26.588	23.087	23.016
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	35.293	31.785	28.465
Total des dettes	127.114	112.964	114.817
<i>Dont</i>			
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	14.790	14.780	16.444
Instruments dérivés de couverture	21.944	19.184	21.439
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	19.659	11.778	12.283
Dettes envers la clientèle	3.004	3.851	2.690
Dettes représentées par un titre	66.519	62.728	61.268
Capitaux propres	7.520	7.362	6.355
<i>Dont</i>			
Capitaux propres part du groupe	7.207	7.302	6.295

Annexe 5 – Adéquation du capital (données non auditées)

en millions d'EUR	30-06-19	31-12-19	30-06-20
Common Equity Tier 1	7.478	7.308	6.365
Total Capital	7.649	7.404	6.461
Actifs pondérés des risques	30.276	27.263	27.175
Ratio Common Equity Tier 1	24,7%	26,8%	23,4%
Ratio Total Capital	25,3%	27,2%	23,8%

Annexe 6 – Exposition au risque de crédit (données non auditées)

Répartition par zone géographique		
EUR millions	31-12-19	30-06-20
Royaume-Uni	21.404	22.132
Italie	19.478	19.556
France	17.730	18.700
Etats-Unis	8.881	4.984
Espagne	5.418	4.967
Portugal	4.050	3.833
Japon	3.804	3.275
Autres pays européens	1.628	2.588
Europe centrale et de l'Est	905	963
Canada	1.182	719
Allemagne	1.058	649
Asie du Sud-Est	121	191
Suisse	146	135
Scandinavie	81	97
Amérique centrale et du Sud	164	33
Autres ⁽¹⁾	1.857	1.938
Total	87.907	84.760

(1) Inclut les entités supranationales, l'Australie.

Répartition par type de contrepartie		
en millions d'EUR	31-12-19	30-06-20
Secteur public local	37.809	35.926
Souverains	25.871	24.904
Financements de projets	9.329	7.950
Etablissements financiers	6.852	7.340
Entreprises	5.286	6.173
ABS/MBS	1.410	1.311
Rehausseurs de crédit	1.349	1.157
Particuliers, PME, indépendants	1	0
Total	87.907	84.760

Répartition par notation (système de notation interne)		
	31-12-19	30-06-20
AAA	16,9%	15,4%
AA	7,7%	8,7%
A	30,0%	25,5%
BBB	36,9%	41,5%
Non Investment Grade	7,5%	7,5%
D	0,8%	0,8%
Pas de notation	0,2%	0,5%
Total	100%	100%

Annexe 7 – Exposition sectorielle du groupe au 30 juin 2020 (EAD sur contreparties finales – données non auditées)

Exposition sectorielle du groupe sur certains pays							
en millions d'EUR	Total	dont secteur public local	dont financement de projets et entreprises	dont institutions financières	dont ABS/MBS	dont expositions souveraines	dont rehausseurs de crédit
Royaume-Uni	22.132	10.911	7.383	1.764	1.266	36	772
Italie	19.556	8.551	269	160	3	10.574	0
France	18.700	6.661	1.953	2.310	0	7.454	322
Etats-Unis	4.984	2.251	1.292	1.039	3	336	63
Espagne	4.967	3.223	1.010	291	38	406	0
Portugal	3.833	708	53	13	0	3.059	0
Japon	3.275	2.999	0	275	0	0	0
Allemagne	649	0	105	541	0	3	0

Exposition sectorielle du groupe par notation								
en millions d'EUR	Total	AAA	AA	A	BBB	NIG°	D pas de notation	
Secteur public local	35.925	3.203	5.063	12.088	10.418	4.843	231	79
Souverains	24.904	9.871	0	1.226	13.672	135	0	0
Financements de projets	7.950	0	20	1.556	4.675	1.237	462	0
Etablissements financiers	7.340	0	1.110	4.558	1.617	47	0	9
Entreprises	6.172	0	0	1.423	4.710	21	4	13
ABS/MBS	1.310	2	1.209	4	0	95	0	0
Rehausseurs de crédit indépendants	1.157	0	0	772	63	0	0	322
Total	84.760	13.076	7.402	21.627	35.155	6.379	697	424

° Non Investment Grade

Annexe 8 – Qualité des actifs (données non auditées)

Qualité des actifs		
en millions d'EUR	31-12-19	30-06-20
Actifs dépréciés ⁽¹⁾	615	655
Provisions spécifiques ⁽²⁾	143	150
dont phase 3	136	142
POCI	7	8
Ratio de couverture ⁽³⁾	23,3%	23,0%
Provisions collectives	166	244
dont phase 1	5	19
phase 2	161	225

⁽¹⁾ Encours calculé sur le périmètre provisionable IFRS 9 (juste valeur par capitaux propres + coût amorti + hors bilan).

⁽²⁾ Provisions en cohérence avec la partie du portefeuille prise en compte dans le calcul de l'encours, incluant les montants de provisions sur les encours POCI.

⁽³⁾ Rapport entre les provisions spécifiques et les actifs dépréciés.

Annexe 9 – Notations

Notations au 30 juin 2020			
	Long terme	Perspective	Court terme
Dexia Crédit Local			
Fitch	BBB+	Stable	F1
Moody's	Baa3	Stable	P-3
<i>Moody's - Counterparty Risk (CR) Assessment</i>	<i>Baa3(cr)</i>		<i>P-3(cr)</i>
Standard & Poor's	BBB	Stable	A-2
Dexia Crédit Local (dette garantie)			
Fitch	AA-	-	F1+
Moody's	Aa3	Stable	P-1
Standard & Poor's	AA	-	A-1+

Contacts presse

Service Presse – Bruxelles
 +32 2 213 57 39
 Service Presse – Paris
 +33 1 58 58 58 49

Contact investisseurs

Investor Relations - Paris
 +33 1 58 58 58 53
 Investor Relations - Bruxelles
 +32 2 213 57 66